

Président

des affaires étrangères des Pays-Bas et secrétaire d'État aux Affaires étrangères de la République italienne, qui ont bien voulu assister à nos travaux.

La parole est à M. Scarascia Mugnozza.

M. Scarascia Mugnozza, rapporteur. — (I) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, en prenant la parole devant vous, je me rends parfaitement compte de ce que le Parlement européen franchit en ce jour un pas très important pour l'avenir de l'Europe, telle qu'il l'a toujours voulue et appelée de ses vœux, conformément à l'esprit des traités instituant les Communautés. La commission politique — qui a examiné cette question avec ardeur au cours de trois réunions — de même que tous les groupes politiques ont entièrement saisi l'importance du présent débat et des orientations qui se dégageront de ses conclusions. Le texte de la proposition de résolution soumise à l'examen du Parlement européen, est le fruit d'une volonté bien déterminée et pourra, je l'espère, soutenir l'analyse critique que notre assemblée s'apprête à lui consacrer sans avoir à subir des modifications essentielles.

Cependant, avant de passer à cette proposition de résolution, permettez-moi, Monsieur le Président, de vous dire à vous-même et au Bureau du Parlement européen combien nous vous sommes reconnaissants d'avoir décidé de consacrer une réunion extraordinaire aux problèmes de politique que soulève la conférence au sommet qui doit se tenir prochainement. Je voudrais également remercier mes collègues de la commission politique, qui m'ont secondé dans la rédaction du texte de la proposition de résolution, et exprimer ma gratitude au président du Conseil de ministres, qui a tenu à être parmi nous en ce jour et qui aura ainsi l'occasion de se rendre compte de l'esprit et de la volonté qui nous animent, de même qu'à M. Pedini, qui a eu l'amabilité d'accepter d'assister à la présente réunion, à laquelle il représente le gouvernement italien et M. Moro, retenu pour des raisons de santé.

Je crois, Monsieur le Président, résumer le point de vue de la commission politique en affirmant que nous accordons à la conférence de La Haye toute l'importance qui lui revient ; en d'autres termes, nous la considérons comme une rencontre constructive, au cours de laquelle devront se dissiper tous les sentiments de méfiance afin que puisse être mise en œuvre une politique spécifique, capable de jeter les bases d'une action plus vaste qui nous conduira progressivement vers des buts très concrets.

Nous n'entendons nullement jouer ici les Cassandra, ni renier le long chemin que nous avons déjà parcouru. Nous sommes conscients de tous les aspects de la situation, et nous pensons avoir apporté une contribution utile en tant que Parlement européen, mais nous estimons aussi que le moment est venu de nous prononcer de façon claire et définitive. Il me

semble que les chefs d'État ou de gouvernement ont compris cette nécessité impérieuse, sinon, ils n'auraient pas pris la décision de se réunir ; toutefois, il est également de notre devoir de les avertir que nous ne tolérons pas de nouvelles désillusions et de nouveaux ajournements.

Les rapports présentés à cette haute assemblée au cours de ces derniers mois par MM. Hougardy, Corona et Lückner ont tous insisté, en des termes parfois différents, mais dans le même esprit, sur l'état de stagnation, de déséquilibre, de difficultés, voire de crise et parfois de dégradation au milieu duquel nous nous débattons et, au cours de leurs interventions, les parlementaires ont tous exprimé une préoccupation et une inquiétude identiques.

Il est donc indispensable de sortir de l'équivoque et de dire sans ambages, sans effets oratoires, sans ambiguïté, ce que nous entendons faire.

Tout d'abord, il est certain que nous nous félicitons de la conférence au sommet et que nous la considérons comme un facteur utile d'éclaircissement, auquel on pourrait à nouveau recourir à l'avenir, nous estimons qu'elle ne peut ni ne doit se substituer aux institutions communautaires et que le Conseil de ministres et la Commission doivent conserver les prérogatives qu'elles détiennent en application des traités. C'est également pour cette raison que nous souhaitons ardemment que la Commission exécutive assiste aux travaux de la conférence au sommet.

Il nous faut donc faire preuve de la clarté et de la volonté concrète auxquelles s'attendent les peuples d'Europe, si nous voulons accomplir l'œuvre de paix et de progrès qui a éveillé tant d'espoirs, également sur d'autres continents et auprès d'autres nations.

Ce que nous demandons, Monsieur le Président, nous le demandons non pas au nom de nos points de vue particuliers ou d'une expérience qui n'est pas étroitement liée à la réalité, mais bien au contraire selon l'esprit et la lettre des traités qui furent librement conclus et, ajouterons-nous, conformément à l'esprit de la conférence au sommet, tenue le 13 juillet 1961 à Bonn et à l'issue de laquelle avait été publié un communiqué dont je voudrais citer le passage qui nous intéresse le plus ici :

« soucieux de renforcer les liens politiques, économiques, sociaux et culturels qui existent entre leurs peuples, notamment dans le cadre des Communautés européennes, et d'avancer vers l'union de l'Europe ; convaincus que seule une Europe unie, alliée aux États-Unis d'Amérique et à d'autres peuples libres, est en mesure de faire face aux dangers qui menacent l'existence de l'Europe et celle de tout le monde libre, et qu'il importe de réunir les énergies, les capacités et les moyens de tous ceux pour lesquels la liberté est un bien inaliénable ; résolu à développer leur coopération politique en vue de l'union de l'Europe et à pour-

Scarascia Mugnozza

suivre en même temps l'œuvre déjà entreprise dans les Communautés européennes, les chefs d'État ou de gouvernement ont décidé de donner forme à la volonté d'union politique déjà implicite dans les traités qui ont institué les Communautés européennes, d'organiser à cette fin leur coopération, d'en prévoir le développement, de lui assurer la régularité qui créera progressivement les conditions d'une politique commune et permettra finalement de consacrer l'œuvre entreprise dans les institutions. »

Tel est le texte que les chefs d'État ou de gouvernement publièrent en juillet 1961 à l'issue de la conférence de Bonn. Nous voulons restaurer cet esprit mais non, comme on l'a fait observer, en subir à nouveau ses conséquences non concluantes ; nous voulons retrouver l'esprit qui se dégage du texte de ce communiqué, par lequel les chefs d'État ou de gouvernement s'engageaient à traduire en une réalité fructueuse et concrète les obligations qu'ils avaient assumées et les espoirs qu'ils avaient éveillés. Aussi, en leur demandant, dans notre proposition de résolution, de suivre une certaine ligne, nous conformons-nous aux traités et tenons-nous compte des engagements qu'ils avaient déjà pris. Comme nous estimons que le moment est venu, nous avons fixé à 1970 l'année au cours de laquelle il faudra donner forme et contenu à la volonté politique de réaliser l'union politique.

Cependant, il était inconcevable que, dans cette proposition de résolution, nous ne mentionnions pas explicitement les concepts qui forment désormais en Europe un triptyque dont il est très souvent question, à savoir l'achèvement, l'approfondissement et l'élargissement des Communautés. Je crois pouvoir affirmer qu'à nos yeux, ce triptyque représente un programme global, un cadre économique équilibré dont tous les éléments sont interdépendants. J'ajouterai que les trois points de ce programme sont mis en œuvre simultanément. Comme je l'ai déjà dit, la conférence au sommet devrait permettre de dissiper les sentiments de méfiance, et je pense que cela sera d'autant plus facile que ce triptyque traduira une volonté commune d'agir simultanément dans les trois directions indiquées.

Le fait que la proposition de résolution comprenne une énumération de points ne signifie nullement que nous voulions ou entendions assigner une priorité à l'un d'entre eux par rapport aux autres. A notre avis, les trois volets du triptyque sont également nécessaires et indispensables, et je ne pense pas que la vie de la Communauté puisse continuer d'être grevée par l'idée erronée selon laquelle l'ouverture de négociations avec les pays d'Europe qui lui ont présenté une demande d'adhésion retarderait son achèvement et son approfondissement. Personnellement, je suis persuadé du contraire. A mon sens, l'ouverture des négociations créera un climat plus détendu, dans lequel les entretiens entre les six partenaires

pourront se poursuivre de façon beaucoup plus claire et plus satisfaisante.

Cependant, il faut nous entendre sur ce terme de triptyque : les mots valent la signification qu'on veut leur donner, et celle-ci doit être commune et harmonieuse. Ce concept a certainement des implications d'ordre juridique, mais la volonté politique doit l'emporter sur toutes les autres considérations. Quelle serait l'utilité, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, d'une décision relative à la politique agricole commune si l'on ne prenait pas en même temps des décisions dans le domaine de la politique économique, monétaire et fiscale ? A quoi servirait un nouvel accord pluriannuel pour l'Euratom, auquel il est cependant si difficile de parvenir, en l'absence de la volonté d'appliquer une politique commune dans le secteur de la recherche et de la technologie ? A quoi bon doter la Communauté de ressources propres si l'on ne confère pas en même temps au Parlement des pouvoirs dans le domaine budgétaire ? Enfin, quelle serait l'utilité de toutes ces réalisations si la Communauté ne s'ouvrait pas aux autres, comme le prévoit le traité, alors que nous savons pertinemment qu'elle n'est pas destinée à être une entité autarcique, mais bien une communauté ouverte au monde et consciente de ses problèmes ?

La Communauté doit donc se compléter, s'approfondir et s'élargir selon les moyens dont elle dispose, mais avec une volonté déterminée et un esprit décidé. A d'autres occasions, j'ai déjà dit que tous les chefs d'État ou de gouvernement devaient faire leur *mea culpa*. Le moment est maintenant venu pour eux de nous prouver qu'ils sont les véritables interprètes de la volonté populaire.

Tels sont, Monsieur le Président, les points que la commission politique a examinés et sur lesquels repose la proposition de résolution. J'espère que le Parlement européen les approuvera. Toutefois, avant de conclure, je voudrais ajouter deux considérations encore.

Il m'a semblé que lors de leur réunion du 31 octobre, les membres de la commission politique étaient d'accord sur l'alinéa F du paragraphe 2, dans lequel il est demandé sans ambiguïté que soient renforcés les pouvoirs du Parlement dans le domaine budgétaire. Il ne pouvait en être autrement, si l'on se rappelle que le 7 octobre, le Parlement avait adopté à l'unanimité une résolution, présentée par M. Furler, qui traitait de cette même question. Cependant, comme ce texte paraissait de nature à soulever des difficultés, non pas sur le plan politique ou du point de vue des intentions, mais quant aux termes exacts à utiliser dans les quatre langues officielles de la Communauté, je me suis permis de présenter un corrigendum qui devrait éliminer toute hésitation. Selon ce corrigendum, l'alinéa F devrait se lire comme suit : « ...de renforcer les pouvoirs du Parlement européen dans le domaine budgétaire, conformément à la réso-

Scarascia Mugnozza

lution du 7 octobre 1969. » A cette date en effet, ladite résolution avait été approuvée à l'unanimité, et je ne pense pas que le Parlement puisse revenir aujourd'hui sur cette question en la considérant dans une autre optique.

Je voudrais également attirer l'attention du Parlement européen sur l'alinéa G du paragraphe 2 de la proposition de résolution, dans lequel il est question de réaliser la coopération culturelle, notamment par le moyen de réunions périodiques des ministres de l'instruction publique au sein du Conseil de ministres, et de la création d'un Office européen de la jeunesse. Le domaine culturel n'est ni prévu, ni réglementé par les traités ; néanmoins, il est clairement apparu, lors de la dernière session du Parlement européen à Strasbourg, que les Communautés devraient s'occuper des problèmes de l'enseignement et de la culture. En mentionnant la création d'un Office européen de la jeunesse, la proposition de résolution ne fait que rappeler une résolution que le Parlement européen avait adoptée en 1966 mais à laquelle, en dépit de toutes les requêtes présentées depuis lors, aucune suite n'a été donnée jusqu'à présent, sans que nous sachions, d'ailleurs, quels sont les responsables et les motifs de cet état de chose. Or, à mon avis, nous ne pourrions conférer à la Communauté un aspect politique exempt de toute équivoque et un aspect économique, nous ne pourrions donner un aspect commun aux questions techniques et technologiques si nous ne nous aventurons pas également dans le domaine de la culture et de l'enseignement. Nous ne pouvons négliger les problèmes que pose jour après jour la jeunesse si nous voulons que celle-ci, qui a manifesté autrefois tant d'enthousiasme pour les institutions communautaires, surmonte l'état actuel d'éloignement qui pourrait, à la longue, porter un préjudice réel à l'avenir de notre Europe.

J'en arrive ainsi à la fin de mon exposé, Monsieur le Président. Permettez-moi de remercier une fois encore mes collègues de la commission politique de l'aide et des encouragements qu'ils m'ont prodigués. Pour terminer, je forme le vœu qu'à l'issue du présent débat, la proposition de résolution réunira un accord aussi complet que possible, et ce dans l'intérêt de l'Europe et des objectifs que nous nous sommes fixés en toute sincérité.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Lückner, au nom du groupe démocrate-chrétien.

M. Lückner. — (A) Monsieur le Président, notre rapporteur, qui est en même temps président de la commission politique, a donné une interprétation politique remarquable de ce texte qui a été adopté par la commission politique après de longues discussions et qui expose son point de vue sur la prochaine conférence au sommet de La Haye.

Après cet excellent exposé, l'avis que peut donner le porte-parole d'un groupe ne peut consister qu'à présenter certains aspects politiques et à mettre en lumière l'idée, l'intention politique que tout cela couvre ; car il doit s'agir d'un problème bien particulier puisque vous avez, Monsieur le président, convoqué notre Parlement en séance extraordinaire et que, comme nous pouvons le constater, non seulement le président du Conseil, mais également un certain nombre de représentants des gouvernements de nos États membres sont venus assister à nos débats.

Monsieur le président, en exergue à mon exposé, je voudrais préciser que le mandat politique de notre assemblée ne peut se traduire que par la manifestation de notre volonté politique dans le respect absolu des traités. Cette volonté politique se traduit également par l'application intégrale de ces traités dans tous les domaines, par toutes les institutions et en tout temps. Le leitmotiv qui caractérise mes déclarations et qui, dans l'ensemble, recoupe l'esprit de la résolution de la commission politique, témoigne à la fois d'une profonde préoccupation et d'un espoir modéré quant aux résultats de la prochaine conférence au sommet.

Préoccupation profonde. Pour quelle raison ? La situation politique et les conditions actuelles de notre Communauté européenne sont connues et nombreux sont les observateurs qui estiment qu'il s'agit d'une crise de la politique agricole commune. Cette opinion ne paraît superficielle et ne va pas au cœur de la situation actuelle, même si — comme nous pouvons le lire dans la presse d'aujourd'hui — le responsable de la Commission, M. Mansholt, a fait allusion hier, en public, à une démission possible. Ceci dans la mesure où les informations de la presse sont exactes. Cette information pourrait renforcer l'impression qu'il s'agit réellement d'une crise de la politique agricole commune. Mais agiter cette pensée ne peut être le fait que de celui qui ne veut pas de l'intégration européenne telle qu'elle est prescrite par les traités de Rome et de Paris. La crise dans laquelle nous nous débattons n'est en effet pas une crise de la politique agricole, elle est due au fait que l'équilibre a été rompu en matière de développement, et ce d'une manière qui ne laisse pas d'être préoccupante. Il s'agit en première ligne de la rupture d'un équilibre ou de l'accentuation d'un déséquilibre dans les secteurs économiques de notre intégration. D'un côté se situe le secteur agricole et de l'autre les secteurs de l'économie générale et de la politique monétaire. Par le passé, le mythe tant vanté du dollar vert de notre Communauté a écarté bien des doutes que nourrissaient ceux qui savaient exactement ce qui était en jeu dans la Communauté. Lorsque nous avons introduit le dollar vert en 1963-1964, c'était dans l'attente et avec la conviction que les politiques économiques et financières, y compris les politiques monétaires des États membres de notre Communauté, étaient et demeureraient orientées vers un